



## Sommaire

### 1. Ouverture de la séance publique

- M. Fernand Etgen, Président

### 2. 7412 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Marc Angel
- Discussion générale : M. Claude Wiseler - M. Gusty Graas - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser - M. Sven Clement
- Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 3. 7426 - Projet de loi relative à des mesures à prendre en relation avec le secteur financier en cas de retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et modifiant :

- 1° la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés et
- 2° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif
- Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler (dépôt de la motion 1)
- Discussion générale : M. Laurent Mosar (interruption par M. Roy Reding) - M. Henri Kox - M. Roy Reding - M. Franz Fayot - M. Sven Clement
- Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 4. Débat de consultation au sujet du Plan d'action national d'égalité des femmes et des hommes

- Exposé : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes
- Débat : Mme Françoise Hetto-Gaasch - M. Gilles Baum - M. Dan Biancalana - Mme Djuna Bernard (interventions de Mme Nancy Arendt épouse Kemp et M. Fernand Kartheiser)

### 5. Question urgente n° 0569 de M. Michel Wolter relative à la peste porcine

- M. Michel Wolter (interventions de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) - M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural (interventions de Mme Martine Hansen) - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable - M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural - M. Michel Wolter (intervention de M. le Ministre François Bausch)

### 6. Débat de consultation au sujet du Plan d'action national d'égalité des femmes et des hommes (suite)

- Débat (suite) : M. Fernand Kartheiser (dépôt de la résolution 1) (intervention de M. le Ministre François Bausch) - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) - M. Marc Goergen (dépôt de la motion 1)
- Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes (interventions de Mme Martine Hansen, Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Jeff Engelen, M. Roy Reding, M. Fernand Kartheiser, M. le Ministre François Bausch et M. Marc Goergen)
- Mme Nancy Arendt épouse Kemp (parole après ministre) - Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes
- Résolution 1 : M. Alex Bodry (intervention de M. Sven Clement) - M. Eugène Berger - Mme Josée Lorsché (intervention de M. Fernand Kartheiser) - M. Marc Goergen (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Eugène Berger) - M. Gast Gibéryen (interventions de M. Laurent Mosar, M. Fernand Kartheiser et M. Eugène Berger) - M. Marc Baum (interventions de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) - M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Gast Gibéryen, M. Roy Reding, M. Alex Bodry et M. Mars Di Bartolomeo)
- Vote sur la résolution 1 (rejetée)
- Motion 1 : Mme Françoise Hetto-Gaasch - M. Marc Baum
- Vote sur la motion 1 (rejetée)

### 7. 7130 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement de la Convention relative à l'aviation civile internationale [article 50, alinéa a)], signé à Montréal le 6 octobre 2016

et

7131 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement de la Convention relative à l'aviation civile internationale [article 56], signé à Montréal le 6 octobre 2016

- Rapports de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back
- Discussion générale : M. Serge Wilmes - M. Max Hahn - M. Yves Cruchten - M. Marc Goergen - M. Jeff Engelen
- Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
- Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel

### 8. 7313 - Projet de loi portant approbation

- 1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Kazakhstan relatif à des services aériens, fait à Astana, le 21 mai 2015 ;
- 2° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Arménie relatif à des services aériens, fait à Luxembourg, le 8 décembre 2015 ;
- 3° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Cameroun relatif au transport aérien, fait à Luxembourg, le 26 janvier 2016 ;
- 4° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire relatif au transport aérien, fait à Luxembourg, le 4 février 2016 ;
- 5° de l'“Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Zambia on air services”, fait à Luxembourg, le 29 février 2016 ;
- 6° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Turkménistan relatif à des services aériens, fait à Ashgabat, le 6 septembre 2016 ;
- 7° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Mongolie relatif à des services aériens, fait à Leipzig, le 1<sup>er</sup> juin 2017 ;
- 8° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Colombie relatif à des services aériens, fait à New York, le 22 septembre 2017 ;
- 9° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Niger relatif au transport aérien, fait à Niamey, le 8 février 2018

- Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back
- Discussion générale : M. Marc Goergen (intervention de M. Eugène Berger)
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 9. 7362 - Projet de loi

- 1° portant approbation du protocole modifiant l'Accord du 9 février 1994 relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds conformément à la directive 2011/76/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2011 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2017 ;
- 2° modifiant la loi modifiée du 24 février 1995 portant approbation et application de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, fait à Bruxelles, le 9 février 1994
- Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back
- Discussion générale : M. Marc Goergen
- Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 10. Question urgente n° 0569 de M. Michel Wolter relative à la peste porcine (suite)

- M. Michel Wolter (fait personnel) - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics (interventions de Mme Octavie Modert et Mme Françoise Hetto-Gaasch) - M. Michel Wolter (parole après ministre)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Jean Asselborn, M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Pierre Gramegna, Mme Carole Dieschbourg et Mme Taina Bofferding, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

### 1. Ouverture de la séance publique

► M. Fernand Etgen, Président.- Ech maa-chen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.- Dat ass net de Fall, Här President.

### 2. 7412 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

► M. Fernand Etgen, Président.- Den éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass de Projet de loi 7412 iwwert de fräie Persouneverkéier am Fall vun engem Brexit ouni Deal. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech schonn ageschriwwen: den Här Gusty Graas.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

**Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile**

► M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.- Jo, Merci, Här President, fir d'Wuert. No deenen dräi Projeten, déi mer en Dönschdeg de Mëtteg hei gestëmmt hunn, an no engem

gëschter ass dat hei deen zweeteschte Gesetzesprojet, woumat eist Land sech op de Brexit virbereet.

Och no de sougenannten „indicative votes“ gëschter am House of Commons zu London wësse mer nach ëmmer net méi, ausser dass et keng Majoritéit gëtt fir e spezifischen Zeenario am brittesche Parlament, wéi et soll weidergoen. Wat mer awer kennen a sécher sinn, sinn d'Konklusione vum europäesche Sommet vum 21. Mäerz. An dësem Conseil, do sinn d'Echeancé vum Brexit ugepasst ginn.

Wann d'House of Commons zu London der Premierministesch May hiren Deal des Woch oder eventuell nach fréi d'nächst Woch unhëlt, da wäert de Brexit den 22. Mee stattfannen, also een Dag éiert d'Europawahlen uginn.

Wann den Deal net ugeholl gëtt, huet d'Madamm May bis den 12. Abrëll Zäit, fir eng Alternativ unzebidden an eventuell eng nei Verlängerung ze kréien. A wéi mer wëssen, misst d'Vereenegt Kinnekräich dann och un den Europawahlen deelhuefen.

Sollt et awer keng alternativ Pist ginn, fir de Brexit ze delivrieren, wäert et den 12. Abrëll oder kuerz duerno zu engem haarde Brexit kommen, dat heescht e Brexit ouni Deal.

Et war vun Ufank u gewosst, dass d'Ratio-tioun vum Deal duerch Groussbritannien net esou einfach géif ginn, mä dass esou e Chaos zu London a Westminster géif entstoën, ech mengen, dat konnt kee virausgesinn.

D'Europäesch Unioun an déi national Regierunge wéi och d'Wirtschaftsakteure si scho säit zwee Joer amgaangen, sech ze preparéieren op en Deal a säit engem hallwe Joer och méi präzis op d'Possibilitéit vun engem No-Deal.

An dëse Gesetzesprojet, iwwert dee mer haut ofstëmmen, beschäftegt sech mat engem Haaptaspekt vun de Relatiounen tëscht der Europäescher Unioun a Groussbritannien, nämlech d'Recht vun de Biergerinnen a vun de Bierger. A méi spezifesch geet et ëm d'Rechter vun de Britten, déi hei zu Lëtzebuerg souwuel am Fall vum Deal ugeholl gi wéi och am Fall vun engem haarde Brexit.





Wann dëse Projet uganks just fir de Fall vun engem Deal-Zeenario virgesi war, dat heescht fir spezifesch Dispositiounen vum Kapitel II vum Accord de retrait an nationaal Recht ze transposéieren, ass en elo, nodeems mer an der Kommissioun dru geschafft hunn an nodeems de Claude Wiseler zu Recht opgeworf huet, dass mer déi zwee Zeenarie misste virgesinn, fir déi zwee Fäll - Deal an No-Deal - gùltig.

Den Avis vum Statsrot huet och ganz kloer gemaach, dass d'Applikatioun vun den Dispositiounen am Accord de retrait net onbedéngt an alle Fäll spezifesch national Legislatioun bräicht.

Et gouf vum Statsrot aus dräi formell Oppositiounen um ursprénglechen Text:

zwou, wat d'Definitioune vun den Termen „Travailleur frontalier“ an „Droit de garde“ ugeet. Dës Definitioune goufe suppriméiert. Mä mir kruten awer och matgedeelt vun de Mataarbechterinnen a Mataarbechter aus dem Ministère, wat eist ganz Immigratiounsgesetz ugeet, wat mer elo schonn e puermol geännert hunn, dass do e Processus de codification amgaangen ass, wat keng einfach Aufgab ass, wat, mengen ech, awer wichteg ass fir d'Libilitéit vum Immigratiounsgesetz.

De Statsrot huet weiderhi festgestallt, an dat war déi drëtt Opposition formelle, dass eng Obligatioun, déi ënnert dem Accord de retrait zum Schluss vun der Transitiounsphas virgesinn ass, schonn direkt, nodeems den Accord a Kraaft trëtt, operluecht gouf. An duerch en Amendement hu mer präziséiert, dass et elo fir d'Bierger aus dem Vereenegte Kinnekräich méiglech ass, hir Documents de séjour scho während der Transitiounsphas unzefroen, d'Obligatioun awer eréischt zum Schluss gëllt.

D'aussepolitisch Kommissioun huet dem Avis vum Statsrot an deem Sënn duerch eng ganz Rëtsch Amendementer, wéi gesot, Rechnung gedroen.

A sengem Avis complémentaire, deen e virun zwee Deeg erausginn huet, huet de Statsrot och säin Accord zu deenen Amendementer ginn.

Op dem Statsrot sengem Avis gëtt de Projet elo net méi an zwee opgedeelt an d'Echeancé fir d'Entrée en vigueur vun de verschiddenen Dispositiounen an deenen zwee Fäll sinn elo am Artikel 9 zesummebruecht.

Ganz kuerz wëll ech op d'Hauptpunkten agoen, déi d'Rechter vun de Britten hei zu Lëtzebuerg wäerte regléieren. An ech wëll just eng kleng Remark maachen: All déi Gesetzer ... déi meescht Gesetzer, déi mer am Kader vum Brexit gestëmmt hunn, handelen ëm d'Mënschen, well d'Mënschen, déi brauche Sécherheet, déi musse wëssen, wou se dru sinn. An ech si frou, dass d'Regierung déi Mënschen, d'Britten, déi hei zu Lëtzebuerg liewen, als prioritär ugesinn huet.

Den Accord de retrait gesäit eng Transitioun bis den 31. Dezember 2020 vir, während där déi brittesch Bierger äänlech Rechter wéi d'EU-Bierger hunn. Brittesch Bierger, déi schonn an engem EU-Memberstat domiciliéiert sinn, wäerten hiren Droit de séjour och no der Transitioun garantéiert hunn. An datselwecht gëllt natierlech och fir hir Familljememberen. Fir d'Britten, déi nom 31. Dezember 2020 ukommen, wäert de Régime de ressortissant de pays tiers gëllen, wa keen anere bilateralen oder multilateralen Accord bis dohinne ausgehandelt ass.

Vu dass den Accord de retrait verschidden Optiounen virgesäit, fir dës rechtlech Dispositiounen ëmzesetzen, präziséiert dës Lëtzeburger Gesetzesprojet d'Optioun, déi zu Lëtzebuerg wäert gëllen, nämlech en obligatoreschen Enregistrement, e Mechanismus, deen och scho fir EU-Bierger gëllt.

Brittesch Bierger, déi virun der Transitioun hei domiciliéiert sinn, wäerten allerdéngs en anert Document de séjour wéi EU-Bierger kréien. De Projet gesäit an deem Kader vir, dass déi lëtzeburgeresch Autoritéite scho während der Transitiounsphas dës Document de séjour ausstelle kënnen, dat ass den Artikel 19 vum Accord, vu dass si d'Obligatioun hunn, fir ongeféier 4.600 esou Dokumenter bis den 31. Dezember 2020 ze remplacéieren.

D'Direction de l'immigration aus dem Ausseministère huet an deem Kontext och schonn aacht Leit zu deem Zweck nei agestellt.

Vu dass d'Probabilitéit vun engem No-Deal-Brexit steteg geklommen ass, etabléiert de Projet och Dispositiounen fir de Fall vum No-Deal. Den Text am Gesetz baséiert sech heibäi op eng Decisioun vum Conseil de Gouvernement vum 18. Januar 2019, dee virgesäit, dass déi brittesch Bierger an hir Familljememberen, déi virum 29. Mäerz 2019 hei zu Lëtzebuerg wunnen, och nom Austrëtt vu Groussbritannien bis den 30. Mäerz 2020 zu Lëtzebuerg bleiwe kënnen.

An deem Kader kréie si en Document de séjour, dat ënner enger EU-Direktiv vun 2004 ausgestallt ka ginn.

Nom 30. Mäerz 2020 verléieren dës Dokumenter dann hir Gültigkeet a brittesch Bierger mussen en Titre de séjour ufroen op Basis vum modifizéierte Gesetz vun 2009 iwwert d'Libre circulation des personnes et l'immigration.

Wéi gesot, dat hei war e Punkt, dee mer an der Kommissioun decidéiert hunn. An ech wëll wierklech hei dem Claude Wiseler nach eng Kéier Merci soen, dass e gesot huet: „Mir hu besser, mir änneren et, mir schreiwen et an d'Gesetz, wéi wa mer eis op eng Decisioun aus dem Ministerrot baséieren.“

Während den Text déi uewe genannten Decisiounen also méi oder wéineger iwwerhëlt, präziséiert e keng spezifesch Datumen, vu dass den effektiven Datum vun engem eventuellen Austrëtt nach net gewosst ass. An et war och gutt, dass mer dat esou gemaach hunn, well mir wësse jo net, wat zu London alles decidéiert gëtt.

Mat dësem Gesetz stelle mer sécher, dass déi brittesch Biergerinnen a Bierger, déi virum Austrëtt de Choix getraff hunn, fir an der EU ze liewen, net fir dee Choix bestrooft ginn, a ginn hinnen och weider d'Recht, och am Fall vun engem No-Deal, zumindest temporär hei zu Lëtzebuerg ze liewen.

Et ass interessant, ech hunn en Artikel am „Guardian“ gelies gëschter, dee seet, et gi jo dräi Milliounen Europäer, EU-Bierger, déi a Groussbritannien liewen. An do huet och d'Regierung geduecht, et géif duergoe mat enger einfacher Decisioun, wéi se dat mat den Europäer géife regelen. An do ass eng gemeinsam Kommissioun vum House of Lords an House of Commons, déi och gesot hunn, dass een dat wierklech misst an e Gesetz aschreiwen. An do-runner gëtt och elo zu London geschafft.

Ech soenlech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn och hei den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Angel. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler agedroen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Merci, Här President. Den Här Angel huet wéi üblech hei eng gutt Aarbecht gemaach, souwuel mëndlech wéi och schrëftlech. En huet alles gesot. Um Text selwer hunn ech näischt derbäizefügen.

Ech hunn trotzdeem nach véier Remarken ze maachen.

Déi éischt, dat ass, dass mer mat dësem Text awer spéit ugefaangen hunn.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dat kënnt och wahrscheinlech am Text duerno. An ech muss awer soen, déi parlamentaresch Aarbecht, déi doranner besteet, dass mer dëschdes de Rapport vum Conseil d'État kréien, dass mer haut de Moien um 8 Auer an der Kommissiounssetzung e Rapport, dee mer gëschter Owend geschéckt kritt hunn, dann unhuelen, fir haut de Mëtten d'Gesetz ze stëmmen, ass net dat, wat ech normalerweise eng parlamentaresch Aarbecht, déi seriö ass, géif nennen.

**(Brouhaha)**

An ech soenlech och, firwat: well d'Feeler-méiglechkeet an d'Feelerquot bei Texter, déi esou schnell da musse gemaach ginn, awer do ass, an dass de ganz schnell a ganz sensibelen Texter, déi Leit uginn, och Feeler dragesat hues, déi duerno zu technesche Schwierigkeete kënnen féieren.

Ech ka mech erënneren, dass mer virun e puer Méint hei an der Chamber e Gesetzestext hu missen annulléieren, well technesch Feeler dra waren, a mir hunn en nach eng Kéier misse frësch stëmmen. Ech hoffen, dass dat hei net virkënn.

Ech wëll dann och bemierken, dass Der gesitt, wéi konstruktiv trotzdeem d'Oppositioun heiansdo ka sinn, ...

**(Brouhaha)**

... well mir hätten hei ouni Problem kënnen refuséieren, wa mer eis op d'Reglement baséiert hätten, dass deen Text haut kënnt, well all Kritär an all Punkt vum Règlement, dee virgeschriwwen ass, am Fong iwwerschridd ginn ass. Mir hunn awer gemengt, et wär wichteg, dass en trotzdeem hei géif gestëmmt ginn, well verschidde Leit, déi concernéiert sinn, waarden op eng definitiv Positioun vun der Regierung respektiv vum Lëtzeburger Stat, a mer dofir gemengt hunn, am Sënn vun de Leit géife mer trotzdeem déi méi komesch Prozedur matdroen. Dat war déi éischt Remark.

Zweetens sinn ech ganz zefridden iwwert de Fait, dass d'Chamberskommissioun, den Här Angel, d'Kommissioun d'accord war, fir hei den Text ze komplettéieren, op Suggestioun vun der Oppositioun, wéi den Här Angel et selwer gesot huet, an och de Fall virgesinn, dee jo nach ëmmer méi probabel gëtt, dass mer och gesetzlech virgesinn, wat da geschitt, wa kee Brexit-Accord kënnt, mä wann en haarde Brexit do ass, wat initialement net am Text war.

A wann ech dann d'Aussoe vun der Regierung effektiv héieren hunn an och dat, wat den Här Angel a sengem Rapport schreift: « Cette situation est couverte par une décision du Conseil de Gouvernement du 18 janvier 2019 », da soen ech: Fir mech ass et evident, dass dat huet missen an d'Gesetz geschriwwen ginn, well et ass net eng Decisioun vun der Regierung - wéi d'Regierung et awer a mengen Aen trotzdeem naiv an e wéineg fahrläseg am Ufank gemengt huet -, déi einfach ka besteeënd Gesetzer, och wann et nëmme provisoersch ass, ëmänneren.

Mir hunn et scho missen an d'Gesetz schreiwen. An ech fannen et eng exzellent parlamentaresch Aarbecht - eng exzellent parlamentaresch Aarbecht! -, dass d'Parlament sech an esou engem Punkt duerchsetzt par rapport zur Regierung a seet: Mir mussen dat komplettéiere fir d'Sécherheet vun deene Leit. Ech fannen, dass mer hei och gewisen hunn, dass d'Parlament seng Initiativ, wann et eppes richteg fënnt, och ka bis zum Schluss duerchféieren.

Mäin drëtte Punkt, dat ass, dass eis dauernd gesot gëtt, dass mer dat, wat mer elo fir englesch UK-Bierger hei maachen, och sollten/ misste baséieren op d'Reciprocitéit vun deem, wat d'Lëtzeburger Bierger dann an England kënnen als Avantage respektiv als Méiglechkeete kréien.

Ech weess, dass d'Lëtzeburger Regierung net ka brittescht Recht bestëmmen. Dat ka Westminster ganz eleng. A mir gesinn do, wéi schweier et ass. Trotzdeem, wann eis vun der Reciprocitéit konstant geschwat gëtt, da wëll ech awer eng Rei Froe stellen.

An zwar dat, wat een héiert: Ass et richteg, dass EU-Studenten, dat heescht och Lëtzeburger Studenten, déi eréischt den nächsten Hierscht an England ufänken, awer nach garantéiert kréien, fir véier Joer kënnen dozebleiwen a vun deene bëllegen Tariffer vun den engleschen Universitëiten ze profitéieren?

Wéi ass et d'ailleurs à l'inverse och mat englesche Studenten, déi haut nach net zu Lëtzebuerg sinn, déi awer d'nächst Joer am Hierscht wëllen op der Uni Lëtzebuerg ufänken? Kënnen déi och véier Joer heibleiwen a vun den Unisprivilegie benefisziéieren?

Wéi ass et mat englesche Bierger, déi méi wéi e Joer zréckginn? Déi verléieren, wann ech richteg verstanen hunn, hir Rechter, wa se méi wéi e Joer zréckginn.

Wéi ass et mat Lëtzeburger, déi an England zréckginn? Mir gëtt do gesot, dass déi méi wéi ee Joer kéinte fortgoen, a fënnf Joer kéinte fortgoen, ouni hir Rechter an England ze verléieren.

Ech wëll do just wëssen: Wéi ass et mat der Reciprocitéit? Et ass wichteg, dass d'Regierung sech gesetzlech ëm déi englesch Bierger, déi hei sinn, bekëmmert. Mä et ass awer gradesou wichteg, dass d'Regierung och weess a communiquéiert, wat mat de Lëtzeburger geschitt, déi an England sinn.

A mä véierte Punkt, deen huet den Här Angel schonn ugeschwat. Ech hunn och gelies am „Guardian“ an an aneren Zeitungen, mä och um Site vum Parlament, dass et e parlamentaresche Bericht vum „Joint Committee on Human Rights“ gëtt, deen zesummegeat ass vun deenen zwou Chamberen vum englesche Parlament an dee sech eng ganz Rei juristesche Froe stellt iwwert d'Situatioun vun den EU-Bierger, déi momentan an England residéieren, well en am Fong seet, dass déi Rechter ewechgeholl gi si mam EU Withdrawal Act, mä u sech déi nei Rechter, déi awer versprach ginn, juristesche nach net amplaz gesat ginn, mä déi duerno duerch ministeriell Decisiounen amplaz géife gesat ginn, an de Comité vum Parlament selwer sech am Fong déiselwecht Froe stellt an England, wéi mir eis se hei zu Lëtzebuerg gestallt hunn, a seet: Dat ass eng juristesche Insecureitéit.

Dofir meng Fro: Wéi ass et domadder? Wat sinn d'Informatiounen, déi d'Regierung dofir huet? Well dat ass jo awer eng seriö Fro fir Lëtzeburger, déi momentan an England sinn.

Dat gesot, ass et esou, dass d'CSV selbstverständlech dësen Text wäert matstëmmen. Mir wäeren trotzdeem frou, wa mer kéinten Antwerthen op eis Froe kréien.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wiseler. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Här President. Et kann ee bal soen: Dat hei ass d'Woch vum Brexit. Mir hunn eis an deene leschten Deeg ganz vill mam Brexit beschäftegt. Mir hunn eng ganz Rei Gesetzer hei gestëmmt, zu Recht. Haut steet och e wichteg Gesetz um Ordre du jour.

Mir als Demokratesch Partei gesinn dat awer elo manner dramatesch iwwert déi Prozedur, déi huet missen elo hei respektéiert ginn, wéi vläicht mä Virriedner, well mer der Meinung sinn: Mir sinn an enger immenser Ongewësseheet. Mir wëssen net, wéini de Brexit definitiv stattfënn. Mir ginn dervun aus, dass et awer nach ëmmer den 29. Mäerz wäert sinn. Do-wéinst ass et also wichteg, dass mer preparéiert sinn, wat den 30. Mäerz kann a Kraaft trieden.

Et ass hei e puermol gesot ginn, dass d'Oppositioun drop higewisen hätt, dass mer missten och deen aneren Zeenario virgesi vum No-Deal. Ech wëll awer drop hiweisen, dass och nach aner Leit dat hei ënnerbreet hunn, fir d'Madamm Polfer net mam Numm ze nennen. Si hat dat och ganz kloer an där Kommissiounssitzung gesot.

An duerfir si mer och frou, dass dat elo an deem Sënn hei zréckbehale ginn ass, dass mer, wéi gesot, virun allem den Zeenario vum No-Deal zréckbehalen hunn, well wann een déi Norichten, déi zwar elo all hallef Stonn änneren, awer ka gleeuwen, da musse mer eis drop astellen, dass et leider wäert en No-Deal ginn.

Ech wëll awer vläicht nach op ee Punkt hiweisen. Dat ass deen, well mer hei awer elo eng Rei Moosnamen huelen am Interêt vun deene Bierger, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, déi de brittesche Pass hunn, dass mer se awer och informéieren iwwert déi Modifikatiounen, déi haut beschloss ginn, well déi si jo awer net onwesentlech; dass déi Leit déi Delaie matgedeelt kréien, dass se dann awer och en connaissance de cause kënnen reagéieren, well et ass jo awer an hirem Interêt. An et ass dat virun allem, wat mir als DP och fir gutt a fir richteg halen. Et geet schlussendlech hei ëm Bierger, déi Joren, jorzéngtelaang zum Deel hei geliéft hunn, hei geschafft hunn, och zum Deel zu eiser Ekonomie bäigedroen hunn. A mir sollten dat op där anerer Säit ze respektéieren wëssen.

An deem Sënn ass dat fir eis hei eng Normalitéit, dat Gesetz, wat mer hei stëmmen. An ech brénge selbstverständlech dann och den Accord vun der Demokratescher Partei.

Ech soenlech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Graas. An da wier et un der honorabelen Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Villmools Merci, Här President. Ech soen dann och dem Rapporteur villmools Merci fir säi gudde Rapport. Ech ginn natierlech och den Accord vun der grénger Fraktioun op dësem Projet de loi, op dësem Gesetzestext, a géif och da gären der Oppositioun villmools Merci soe fir hir konstruktiv Zesummenaarbecht an dësen Zäiten, wou d'Delaie forcement e bësselche méi kuerz sinn.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Empain. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus e grouse Merci un den Här Angel. Ech mengen, et ass vill gesot ginn.

Just zwee Kommentaren.

Dat Éischt ass: Effektiv, dat hei war e gutt Beispill vu parlamentarescher Aarbecht, wou an der Kommissioun d'Oppositioun e Problem opbruecht huet an dass deen och ugeholl ginn ass. Ech mengen, ech wëll och kloer soen, dass den Här Wiseler deen Éischte war, deen déi Saach ugeschwat huet. En huet eng breet Ënnerstützung an der Kommissioun fonnt. An et ass derzou komm, dass eben e Projet konnt amendéiert ginn.

Ech mengen, et ass u sech e Beispill fir eng gutt parlamentaresch Aarbecht. An ech mengen, et ass kengem en Zack aus der Kroun gefall, mä et ass eppes, wat een och ka fir an Zukunft





envisagéieren: wann eng gutt Iddi vun der Op-positioun kënnt, fir déi opzegräifen.

Wat elo kee Präzedenzfall därer sinn, dat ass just d'Prozedur! Mir maachen dat haut mat. An ech mengen, mir hunn Delaie fir eng gutt parla-mentaresch Aarbecht. Mir erkennen och als ADR un, datt een an enger Situatioun wéi där heiter muss kënne séier schaffen. Ech mengen, dat ass hei elo d'Prioritéit. Dofir maache mir dat hei elo mat.

Ech wëll awer och kloer am Numm vun der ADR soen, datt déi Delaie, déi mer haut hei gesinn, kee Präzedenzfall wäerte si fir d'Zukunft vun der parlamentarescher Aarbecht hei am Haus.

Dat gesot, ech gi gär den Accord vun der ADR. A villmools Merci nach eng Kéier all deenen, déi gehollef hunn, dësse Projet esou séier fäerdeg ze maachen, wéi et elo ebe méiglech war.

Merci!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Kartheiser. Dee leschten ageschriw- wene Riedner ass den honorabelen Här Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Merci, Här President. Och Merci dem Rapporteur Marc Angel fir deen exzellente mëndlechen awer och schréffleche Rapport, deen eis jo, wéi meng Virriedner gesot hunn, relativ kuerzfristeg zou- gaangen ass an dee mer dunnt och relativ kuerzfristeg hu missen traitéieren.

Mir hoffen, datt no dësem Brexit-Chaos erëm e bësse méi Rou an d'parlamentaresch Aarbecht kënnt an et doduerjer och méiglech gëtt, dann an deenen Delaie, déi mer eis jo selwer ginn hunn, erëm parlamentaresch Aarbecht ze ma- chen, fir esou eben Haselegkeeten ze verhën- neren. Ech mengen, et gehéiert zur Demokra- tie, datt ee sech och mat Texter kann eng gewëssen Zäit auserneesetzen, datt mer do e bësse Safeguards agebaut hunn. Nichtsdesto- trotz markéiere mer och eisen Accord fir dësse Projet.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert. Här Ausseminister Jean Asselborn, et ass un lech.

## Prise de position du Gouvernement

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- Merci, Här President. Och ganz kuerz vu menger Säit: Vläch den Ënnerscheid tëschent dem brit- tesche Parlament an dem Lëtzebuerger Parla- ment, Här Wiseler, ass jo deen, dass d'Lëtze- buerger Parlament Meeschter ass iwwer seng Agenda, während a Groussbritannien ass dat e weineng anescht. Do ass et d'Regierung, déi d'Agenda fixéiert. An ausnamsweis, wéi dat elo de Fall ass, ka jo d'Parlament selwer Initiativen huelen, wéi bei deenen aacht indikative Votten, déi aacht, déi allerdéngs gëschter ... also déi allerdéngs zu nääsch gefouert hunn.

Bon, ech wëll vläch ganz, ganz kuerz aus menger Siicht soen, wéi een elo ka mengen, dass et géif weidergoen. Fir d'Éischt, kee Mënsch weess, wou a wéini Kloecheit ka ge- schafe ginn. Dir hutt gesinn, gëschter bei deenen aacht Votte war et aachtmol neen. Déi zwee Votten, déi am nooste bäi waren, waren en zweete Referendum an d'Zollunioun.

An Der wësst jo och, dass et d'Iddi ass vum britesche Parlament, wann dës Woch den Accord net gestëmmt gëtt, fir e Méindeg do- madder virunzefueren an ze kucken e Méindeg, ob se op engem vun deenen aacht Punk- ten da kéinten eng Majoritéit kréien.

Dir wësst, wat ofgemaach ass am Conseil euro- péen mat de Britten, an dat decidéiert ginn ass vun europäescher Säit, dass dës Woch misst den Accord gestëmmt ginn. Wann dës Woch den Accord gestëmmt gëtt, dann ass den 22. Mee jo deen Datum, wou dann de Brexit géif a Kraaft tueden. Allerdéngs, ob dës Woch ka ge- stëmmt ginn oder wäert gestëmmt ginn, dat steet nach an de Stären.

Et ass esou, dass et do zwee Problemer gëtt. Dat eent, dat ass de Speaker. Dee seet nach ëmmer, an en huet dat och gëschter nach eng Kéier gesot, dass en net mengt, dass en neit Element do wier. Här Etgen, deen huet nach méi ze soe wéi Dir, an Dir hutt scho vill ze soen.

(Hilarité)

Voilà! An duerfir ass dat ee Punkt.

Mä dee wichtigste Punkt ass natierlech deen: Wou kommen déi 320 Stëmme hier, déi ge- braucht ginn? An Dir wësst jo och, dass gëschter vun der nordirescher Säit kloer gesot

ginn ass, dass si sech net kéinte mat deem Deal, deen ausgehandelt ginn ass, ufrënnen.

Bon, wann also elo dës Woch net géif ge- stëmmt ginn, wat vläch probabel ass, e Méindeg vläch eng aner Solution da géif eraus- kommen am Parlament, da si mer natierlech an der Logik vum 12. Abrëll. Dat heescht, virum 12. Abrëll muss Groussbritannien der Europä- scher Unioun soen, wat se wëllen.

An da gëtt et menger Meenung no nëmme méi dräi Méiglechkeeten:

Dat eent ass, si soen: „Mir zéien de Brexit zrëck.“ Dat gleewen ech net.

Dat Zweet, dat ass, dass se soen: „Mir sinn am No-Deal.“ Et gëtt also keen Deal; wat natier- lech muss verhënnert ginn.

An dann dat Drëtt, dat wier eventuell, dass se géife soen: „Mir hunn eng Ursaach, fir et ze verlängeren.“ Zwee Argumenter kéinten do ge- braucht ginn. Dat eent, dat sinn Neiwhalen an dat anert ass eben en zweete Referendum.

Bon, dat heescht, mir sinn do elo nach an enger grousser Inconnue. Wa mer zum 12. Abrëll kommen, da ginn ech dovunner aus, dass dann och e Conseil européen stattfënt. An da muss natierlech gekuckt ginn, ob déi Propositionen, déi gemaach gi vun de Britten, ob do eng Unanimitéit ass an Europa, fir dat unzehuelen.

Sou! Fir de Projet hei géif ech mengen, dass den Här Angel dat wéi ëmmer gutt gemaach huet an dass Dir och hei an der Chamber op de Majoritéitsbänke wéi op den Oppositions- bänke matgeholf hutt, well et geet jo hei net ëm d'Regierung, et geet ëm d'Securitéit vun de Bierger, déi hei liewen.

An ech géif vläch dem Här Wiseler ganz kloer soen, dass mer natierlech d'Reciprocitéit wël- len. An d'Reciprocitéit ass jo och eppes, wat ausgeschafft ginn ass vun der Kommissioun mat de Britten. Déi Konditiounen, déi d'Britten den Europäer a Groussbritannien stellen, si keng schlecht, se gi souguer heiansdo méi wäit wéi eis, mä dat ass och natierlech eng ... dat kéint och Strategie sinn.

An alles, wat, wann et zu engem No-Deal kënnt, iwwert d'Reciprocitéit ze soen ass, gleeft mer, do ass d'Regierung prett, fir mat lech ze diskutéieren, wéi dat evoluéiert. Ech mengen, mir hunn ... An deem Projet de loi hei, deen Der guttgeheescht hutt, ass alles dran, fir deene Leit, déi hei usäseg sinn, d'Liewen esou einfach wéi méiglech ze maachen.

Vläch eng Zousazinformatioun nach derbäi: Dat ass déi, dass mer d'nächst Woch all brit- teschem Bierger hei, ech mengen, et sinn der 4.600, e Brëif schreiwen. Et si vläch Leit, déi nach keen Internet esou hunn, wéi mir dat alles hunn, oder keen Handy hunn, wéi mir een hunn - dat gëtt et anscheinend nach. Mä mir maachen e Brëif u jiddwereen a mir soen nach eng Kéier, wat se maache sollen, fir dass se alle- guerten un dee Pabeier kommen, dee se brauchen.

Bon, mir müssen also elo ofwaarden. Mir hoffe jo, dass mer nach zu engem Accord kommen. An da wësst Der, dann hu mer déi Iwwer- gangszäit vun zwee Joer. Dann dierft kee Pro- blem sinn.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Ausseminister. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kéimen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7412. Den Text steet am Docu- ment parlementaire 7412<sup>a</sup>.

## Vote sur l'ensemble du projet de loi 7412 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséin- lech Stëmme. Duerno de Vote par procura- tion. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7412 ass mat mat 60 Jo-Stëm- men ugehol.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Diane Adehm), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

## 3. 7426 - Projet de loi relative à des mesures à prendre en relation avec le secteur financier en cas de retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et modifiant :

### 1° la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés et

### 2° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif

Den nächste Punkt, dat ass de Projet de loi 7426 iwwert d'Afféiere vun Iwwergangs- mesuren am Fall vun engem Brexit ouni Deal am Beräich vun de Fongeninvestissementen. D'Riedezäit ass och hei nom Basismodell fest- geluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, den Här Fernand Kartheiser, den Här Roy Reding an den Här Sven Clement.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

## Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.**- Här President, villmools Merci. Wann een déi lescht Stonne suivéiert huet an dat gesinn huet, wat zu London geschitt ass bezéiungsweis net ge- schitt ass no deene sëllegen Alternativen, déi se do am Parlament presentéiert kruten, dann hunn ech mech perséinlech u meng Quatrième erënnt, wou mer den „Der abenteuerliche Simplicissimus“ studéiert hunn, näämlech den Hans Jacob Christoffel von Grimmelshausen, deen den „Simplicius Simplicissimus“ geschiw- wen huet. Deen huet ee markant Zitat ge- präägt, näämlech: „In dieser Welt gibt es nichts Beständigeres als die Unbeständigkeit.“ An dat passt wierklech wéi d'Fauscht op d'A, och hei am Kontext vum Brexit. A well dat esou ass, si mir haut alt erëm eng Kéier no dem Rapport vum Här Angel opgeruff ze legiferéieren als Lëtzebuerger Parlament.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, no de sëllege Projeten zum Brexit, déi mer gësch- t a virgësch op dëser Plaz gestëmmt hunn, kënnt dann haut dee leschte Projet fir dës Woch un d'Rei. Et handelt sech ëm e weidere Projet zum Finanzsektor. D'selwecht wéi beim Gesetzesprojet 7401 steet och hei d'Stabilitéit vun de Finanzmäert an de Schutz, d'Protek- tioun vun den Investisseuren un éischer Stell.

Et ass wichtig, dat ze ënnersträichen. En Aus- tritt vun engem Memberstat aus der Europä- scher Unioun ass et nach net ginn. Mir bewe- gen eis hei op komplett onbekanntem Terrain a mir wëssen net, wat dësen Austrëtt fir Kon- sequenze mat sech brénge wäert. Aus deem Grond gëtt et och kee Schema an et gëtt och keng Virlag vun der Kommissioun, wéi d'Län- ner sech verhalte sollen, wéi se hir Gesetzge- bunge gestalte sollen, wéi se also legiferéiere sollen, fir d'Repercussione vum Brexit opze- fänken.

Mir musse selbstverständlech all noutwendeg Moossnamen huelen, fir de Schued esou gutt et geet, esou gutt wéi méiglech ze begrenzen an d'Stabilitéit vum Finanzsektor ze garan- téieren.

Ech denken, den Här Finanzminister huet scho virgëschter kloer erkläert, wéi den Historique vun den Evenementer an de leschte Wochen a Méint war a firwat d'Regierung esou virgaan- gen ass, wéi se et dann elo finalement ge- maach huet.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.**- De Gesetzesprojet vun dësem Dënschdeg gëtt der CSSF an dem Commissariat aux assurances éischer generell d'Méiglechkeet, de Finanz- betriber et ze erlaben, hir Servicer fir maximal 21 Méint virun zu Lëtzebuerg unzébiden, fir dass se kënne Kontrakter ausféieren, déi virum Austrëtt vu Groussbritannien aus der Europä- scher Unioun ofgeschloss goufen.

Deen heite Gesetzesprojet gesäit nach méi spe- zifesch Mesurë fir d'OPCen, also d'Organismes de placement collectif vir. Mam Austrëtt vu Groussbritannien kann et näämlech geschéien, dass verschidden Aktivae vu Fongen net méi konform zu deene Kritäre sinn, déi se müssen erfëllen, fir eben an de Panier vun dësen Invest- mentfongen ze kommen.

Dëst muss net absichtlech geschéien. A ver- schiddene Fäll kann eleng d'Tatsach vum Aus- tritt dozou féieren. Fir an deene Fäll eng gewësse Stabilitéit a Kontinuitéit ze garantéie- ren, leet dësse Gesetzesprojet eng Iwwergangs- phas vun zwielef Méint fest, während där d'Fongen hir Situatioun regulariséiere kënnen. Ausserdeem gi mam Gesetzesprojet nach spezi- fesche Dispositiounen fir déi britesche OPCVmen agefouert, déi zu Lëtzebuerg aktiv sinn an nom Austrëtt vu Groussbritannien zu de sougenann- ten FIAen, also de Fonds d'investissement alter- natifs, gezielt ginn.

All déi Moosname gëllen awer nëmme fir Kontrakter a Positiounen, déi virum Brexit-Da- tum ofgeschloss gi sinn. Ech wëll och nach ervirhiewen, dass d'Mesurë vun dësem Projet de loi am Géigesaz zu deem, dee mer de lesch- ten Dënschdeg gestëmmt hunn, souwuel am Fall vun engem Brexit mat Deal wéi am Fall vun engem Brexit ouni Deal, also engem haarde Brexit, valabel sinn.

De Statsrot hat a sengem Avis vum 26. Mäerz keng Opposition formelle formuléiert, soudass den Text vun der héijer Kierperschaft ouni Wei- deres gréng Luucht krut.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren. Ech soe besonnesch awer och de Kolleeginnen a Kolleegen aus der Finanzkommissioun en härezeche Merci, dass ënnert dësse Bedéngun- gen dësse Projet awer nach konnt esou séier evakuéiert ginn, a ginn dann och am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord fir dësse Projet de loi.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Bauler. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

## Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréisch wëll ech direkt soen, datt mer dësse Projet wäerte stëmme. An ech wëll och e ganz, ganz grouse Merci dem Président-rapporteur soen, deen an dësen e bësse méi mouvementéierten Zäiten eppes wéi de Fiels an der Brandung ass - dat wollt ech awer och emol eng Kéier betou- nen - an deen eng exzellent Aarbecht mécht.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Du bist Petrus der Fels!

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Ech sinn aller- déngs, Här President, da schonn um Enn vun deem Positiven, wat ech de Mëtten hei wollt soen, well ech kommen awer net derlaanscht, de Mëtten e bëssen op d'Aart a Weis zrëcke- kommen, wéi am Brexit geschafft ginn ass. A ganz besonnesch, wat de Finanzsektor be- trifft. Ech mengen, d'Kolleegen hunn et virdu schonn hei inkriminéiert, de Claude Wiseler, ech wëll dat net alles widderhuelen.

Ech muss awer hei nach eng Kéier drop zrëck- kommen, wat an deene leschte Wochen hei gelaf ass.

De leschten Dënschdeg, an Dir wësst et, do hunn ech mech schonn hei opgereggt. Wéi mer de leschten Dënschdeg iwwert den éischte Projet Brexit Finanzsektor geschwat hunn, hate mer scho gläichzäiteg eng Convocatioun fir eng Sitzung, wou mer deen éischen Text erëm verbessere sollten, deen Text, iwwert dee mer hei de Mëtteg schwätzen. Dat heescht, et muss ee sech virstellen, innerhalb vun dräi Deeg, Dir Dammen an Dir Hären, diskutéiert dës Chamber a stëmmt iwwer zwee Gesetz- of, déi eigentlech ganz genau deeselwechten Objet hunn, näämlech de Finanzsektor.

Wat d'Saach awer elo nach vill méi dramatesch mécht, an ech kommen awer wierklech net derlaanscht, dat ze soen, an ech wëll direkt be- tounen, datt dat net an der Responsabilitéit vun der Chamber ass. D'Chamber huet hei eng Modellföncioun geholl, déi huet 100%eg hir Flichte gemaach, souwuel wat déi parlamen- taresch Kommissioun betrëfft wéi och wat d'Servicer vun der Chamber betrëfft.

Wat awer net akzeptabel ass, Dir Dammen an Dir Hären, an do kommen ech zu der Re- gierung. Här Finanzminister, zu deem éischte Projet de loi, a bei deem zweeten ass et ganz äänlech, ass en Avis vun der Chambre de Com- merce ugefrot gi vun der Regierung de 4. Februar. Deen Avis vun der Chambre de Com- merce ass de 4. Mäerz bei de Servicer vum Ministère erakomm. D'Chamber huet deen Avis eréischt den 19. Mäerz kritt. An den 19.